



54ème colloque
ASRDLF

5-7 juillet 2017, Athènes, Grèce



15th conference
ERSA-GR



Les défis de développement pour les villes et les régions dans une Europe en mutation

La Politique du Renouveau Rural à l'épreuve de l'approche territoriale du développement

Mr Akli Akerkar

Université Paris Descartes - Sorbonne Paris Cité Attaché Temporaire
d'Enseignement et de Recherche
50 avenue Gaston Monmousseau 93240 Stains 34096 France
akerkarakli@gmail.com

Référence à la session / reference to the session

S28 - Le développement territorial rural dans les pays méditerranéens : Emergence, expériences et perspectives

Résumé / Summary

Après des décennies d'approche du développement rural et agricole par la restructuration foncière des années 1970 aux années 1980, la modernisation des exploitations agricoles et le rattrapage en équipements des campagnes, un Programme National de Développement Agricole (PNDA) est adopté en 2000 et soutenu par les ressources du Fonds National de Régulation et de Développement Agricole (FNRDA). Il a bénéficié ainsi à près de 210 000 exploitations agricoles jusqu'en 2005 avec un coût global des investissements de 378,9 milliards de Dinar Algérien (DA). Ce soutien s'est poursuivi dans le cadre du plan 2010-2014 avec une enveloppe de 300 milliards de DA.

Cependant, l'impact de ces différentes interventions de nature sectorielles sur les populations rurales et leurs ressources apparaissent très timides. La diminution continue des inégalités socioéconomiques entre territoires ruraux et territoires urbains si elle est effective depuis plus de 40 ans demeure très différenciée selon les espaces et explique en grande partie l'exode rural encore fort dans certaines régions de montagnes pauvres ou dans les espaces steppiques.

Pour corriger ces disparités spatiales à travers l'amélioration des conditions de vie, des revenus des ruraux et la valorisation des patrimoines locaux, une reformulation ambitieuse et multisectorielle du développement rural intervient en 2003-2004 à travers le projet de Stratégie Nationale de Développement Rural Durable (SNDRD), qui se concrétise par l'adoption de la Politique de Renouveau Rural (PRR) en 2006. A travers son principal instrument de mise en œuvre, les Projets de Proximité de Développement Rural Intégré (PPDRI), la PRR porte le discours d'une approche territoriale durable de développement rural. L'introduction des paradigmes de « proximité » et de l'« intégration » dénotent une innovation institutionnelle majeure dans la manière d'agir sur le monde rural et de le penser. Le premier renvoie au concept de démocratie coopérative ou à l'idée de gérer ensemble les territoires (Beuret et Cadoret, 2010), c'est-à-dire une volonté de décider et d'agir collectivement au plus près des territoires d'intervention et des populations cibles. Le second sonne

une rupture avec une représentation longtemps dominante d'un développement rural comme développement agricole. Il vise à dépasser l'approche sectorielle et rendre le programme plus cohérent, global et transversal en adoptant une approche multisectorielle par l'intégration de plusieurs secteurs d'activité et d'acteurs du territoire.

Cet article interroge la mise en œuvre de la Politique de Renouveau Rural vue sous le prisme des principes philosophiques du modèle de développement territorial, que les pouvoirs publics considèrent comme alternatif aux interventions par le haut et une solution au processus de sous-développement des espaces ruraux. La traduction locale de la PRR, à travers l'implémentation des PPDR, est-elle conforme aux fondements théoriques et méthodologiques de l'approche territoriale ? La démarche exploratoire adoptée dans cette analyse combine deux sources de données : des données primaires issues d'une enquête approfondie qui a été menée de janvier à juillet 2011 auprès de toutes les parties prenantes de l'ensemble des 56 PPDR validés par le Comité Technique de la Wilaya de Bejaïa entre 2002 et 2010. Et des données secondaires recueillies au niveau des autorités de gestion de ces programmes.

L'évaluation du degré de territorialisation de la PRR à partir de trois caractéristiques de développement territorial que sont l'ancrage territorial des projets, la coordination entre acteurs et l'intégration multisectorielle montre que :

- Si les activités agricoles et de services, soutenues par la PRR, répondent timidement aux enjeux économiques et sociaux des zones rurales, l'absence d'activités industrielles et artisanales, la faible pertinence territoriale des actions des PPDR et le déficit de sentiment d'appartenance des acteurs institutionnels, rendent ces projets faiblement ancrés territorialement ;
- Les acteurs locaux peinent à s'approprier les paradigmes de l'action collective et que la gouvernance locale est dirigée et encadrée par la seule puissance publique ;
- 85% des actions des PPDR concernent l'agriculture. On assiste ainsi à la sectorisation et plus précisément à l'agricolisation du développement rural ;

La PRR est conduite dans un contexte institutionnel défavorable. Les processus, inachevés, de décentralisation et de déconcentration et la législation contraignante sur les associations, laissent peu de marges de manœuvre aux acteurs locaux et remettent en cause le principe de la subsidiarité sur lequel repose toute stratégie territoriale. Le déficit de l'ingénierie locale (manque d'expertise des communes, non maîtrise de la fiscalité locale) qui en résulte, fait que, les projets sont conçus à des échelles très petites donnant la priorité à des actions immédiates. Il en résulte que la mise en cohérence territoriale et la prise en compte des identités régionales ne sont pas des critères d'intervention.

Bibliographie / Bibliography

Beuret J-E, Cadoret A. 2010. Gérer ensemble les territoires, Vers une démocratie coopérative, Editions Charles Léopold Mayer, 228 p.

Courlet C., 2008. L'économie territoriale, ed, Presses universitaires de Grenoble, 135 p.

Camagni R et al., 2004. Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local, Neuchâtel, 298 p.

Gilly J-P., 2004. Gouvernance et proximité, in Zemmermann J-B., Pecqueur B. (dir.), Economie de proximité, Ed, Lavoisier, Paris, pp. 187-206.

Goffette-nagot F., Schmitt B., 2005. Les proximités, la ville et le rural, In Torre A., Filippi M. (dir.), Proximités et changements socio-économiques dans les mondes ruraux, INRA, Paris, pp. 193-199.

Greffe X., 2002. Le développement local, éditions de l'Aube-Datar, Paris, 198.

Houée P., 1996. Les politiques de développement rural, des années de croissance aux années d'incertitude, INRA-Economica, Paris, 317 p.

Houée P ., 2001. Le développement local au défi de la mondialisation, L'Harmattan, Paris, 250 p.

Jayet H., 1996. Quelle organisation économique des espaces ruraux ?, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, n 2, pp. 249-262.

JEAN B., BISSON L ., 2008. La gouvernance partenariale : un facteur déterminant du développement des communautés rurales, Canadian Journal of Regional Science, vol. XXXI, n 3, pp. 539-560.

Lazarev G., 2008. Territoires et développement rural en méditerranée, PNUE, PAM, plan bleu, en partenariat avec le CIHEAM. 118 p.

Leloup F., Moyart L., Pecqueur B. 2005. « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale », Géographie Economie Société, n 4, Vol. 7, p. 321-332.

Lemelin A., Morin R., 1991. L'approche locale et communautaire au développement économique des zones défavorisées : le cas de Montréal, Cahiers de géographie du Québec, vol. 35, n 95, pp. 285-306.

Moquay P ; Callois J-M., 2005. La territorialisation des politiques de développement rural : acquis des expériences antérieures et perspectives, Politiques de développement rural : enjeux, modalités et stratégies, numéro spéciale d'ingénieries, pp. 155-163.

Pecqueur B., 1996. Sur la composante territoriale des processus d'apprentissage cognitif collectif, In Pecqueur B. (dir.), Dynamiques territoriales et mutations économiques, L'Harmattan, Paris, PP. 209-226.